



**COMMUNIQUE DE PRESSE N°009/OLUCOME/11/2016 PORTANT SUR LA
SONNETTE D'ALARME RELATIVE A LA DETERIORATION INEDITE DE
L'ECONOMIE BURUNDAISE.**

« Si rien n'est fait dans les meilleurs délais, tout ce que les citoyens burundais ont construit pendant plus de 20 ans pourrait être détruit devant nos yeux ».

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est tellement préoccupé de voir combien l'économie burundaise déjà moribonde continue actuellement à dégingoler dans un fossé à l'aperçu de certaines autorités, habilitées de se ressaisir et de décider de relever cette économie en acceptant la voie du dialogue externe inclusif en vue de faire sortir le pays de cette crise socio- politico-économique et sécuritaire déclenchée en avril 2015.
2. La production nationale a diminué sensiblement d'autant plus que le budget de l'Etat exercice 2016 est essentiellement de fonctionnement et non d'investissement dans les secteurs porteurs de croissance. Les recettes extérieures du budget de l'Etat allant à 50% de ce dernier dans les années précédentes, ont subi un tarissement suite à la suspension des dons et aides des partenaires du Burundi. Pour résoudre aujourd'hui ce problème des liquidités, le Gouvernement fait entre autre un recours massif aux avances de la Banque de la République du Burundi et **l'endettement public auprès des fournisseurs de biens et services du secteur privé opérant au Burundi est de près de 700 milliards de Francs burundais soit environ 50% du Budget Général de l'Etat de ce jour.**
3. Malgré ce tarissement de recettes, le Gouvernement a décidé d'accentuer la pression fiscale sur une population déjà pauvre en faisant passer les charges du budget général de l'Etat de 2017 à 1326,7 milliards Fbu contre 1260,6 milliards Fbu en 2016 soit un accroissement de 5,2 % par le biais de l'augmentation des recettes internes et du déficit budgétaire exercice 2017. **Cependant, le Produit Intérieur Brut (PIB) de 2015 a enregistré une très forte baisse, devenant négative à hauteur de -4.1 % contre 4.7 % en 2014.** A titre illustratif, depuis avril 2015 jusqu'à ce jour, certaines activités économiques dont l'hôtellerie et le tourisme ont connu **une baisse de leurs revenus à hauteur de 70% selon l'Office Burundais du Tourisme.**
4. Par pénurie de devises au Burundi et la chute de la production, **les prix des denrées alimentaires augmentent du jour au jour en général de l'ordre de plus**

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

de 50 %. Par exemple, 1kg de haricot (riz) s'achetant à 800 Fbu(1100 Fbu) en avril 2015 s'achètent actuellement à 1300 Fbu (1700 Fbu). Dans certaines régions comme KIRUNDO au nord du pays, le prix est passé du simple au double.

5. La monnaie est vraiment dévaluée du fait que le taux officiel était de 1556,42 Fbu en avril 2015 contre 1679,99 Fbu en novembre 2016 pour 1USD soit une dévaluation de 7,9%. Dans les bureaux de change, 1USD équivalait à 1700 Fbu en 2015, aujourd'hui il s'achète à 2700 Fbu soit une dépréciation monétaire de 58.8 %. De 2015 à ce jour, le taux de chômage s'est accentué suite aux entreprises commerciales et de production qui ont mis au chômage technique certains de leurs employés à cause de la baisse de leurs revenus, de la mesure du Gouvernement de non recrutement des agents publics dans la plupart des ministères, du gel de financement extérieur qui a occasionné la diminution du personnel de certaines ONGs locales et étrangères,...
6. La corruption bat son plein aujourd'hui et les corrompus et corrupteurs sont devenus plus riches que l'Etat en utilisant deux grandes voies illicitement instaurées par certaines autorités pour dilapider et détourner la chose publique à savoir :
 - **Le détournement de lingot d'or en provenance de la République Démocratique du Congo (RDC).** Selon trois récents rapports des Nations Unies, le Burundi avait accepté que 471 kg d'or ont transité de son territoire. Mais, après vérification par les Nations Unies, il a été constaté qu'à Dubai l'or de la RDC transité par l'aéroport international de Bujumbura était de 3000 kg.
 - **Octroi illégal des marchés publics.** La plupart des marchés publics sont attribués pratiquement aux mêmes personnes qui gardent une part du prix de ce marché à elles, une autre part est donnée aux commissionnaires et une autre part est donnée au parti CNDD-FDD.
7. Le Burundi qui était classé en 36^{ème} position en 2006, est actuellement classé parmi les 10 premiers pays les plus corrompus de la planète selon Transparency international. Quant à Doing Business, le Burundi a perdu 5 places, il occupait la 152^{ème} place en 2015 et occupe la 157^{ème} en 2016 sur 190 pays évalués. De plus, en 2015 le Burundi occupait le 184^{ème} rang sur 188 pays évalués sur l'indice de développement humain par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Enfin, il est classé le premier pays le plus pauvre de la planète en 2015 selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) avec un PIB par habitant de 315.2 USD contre 260 USD selon la Banque Mondiale en 2016. Ce revenu par habitant du Burundi a fortement chuté et fait qu'il existe aujourd'hui certains ménages qui mangent une fois les deux jours.
8. A coté de cette pauvreté, l'augmentation de la population et du taux de chômage ainsi que l'exiguïté de la terre avec plus de 11 millions de la population sur une superficie de 27 834 Km² avec en moyenne 6 enfants par ménage sont d'autres grands défis qui devraient tirer l'attention des autorités burundaises car ces défis

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

sont considérés par l'OLUCOME comme des ingrédients de la guerre et une bombe à retardement, si rien n'est fait dans le sens de réduire leur ampleur.

9. De plus, l'OLUCOME considère que les priorités du Parti CNDD -FDD de supprimer la limitation des mandats du président, l'Accord d'ARUSHA pour la paix et la réconciliation et le retrait des avantages aux anciens Chefs d'Etat est une voie qui pourrait mener le pays dans un déclin économique grave au cas où cette suppression ne provient pas d'un large consensus de toutes les parties en conflit dans la crise actuelle. L'Observatoire voit plutôt que les priorités devraient être la recherche des solutions aux causes profondes de la crise burundaise en utilisant le principe gagnant-gagnant et non du gagnant-perdant. Ces causes profondes sont la mauvaise gouvernance politique et économique provoquée par un appétit insatiable de l'argent des dirigeants politiques burundais et la recherche de l'intérêt personnel toujours mis en avant par rapport à l'intérêt général. **La preuve en est qu'au moment où le Parti CNDD -FDD, certains de ses membres et ses alliés ont accumulé des fortunes immenses, le Burundi n'a ni un avion commercial, ni un petit jet présidentiel, ni un Palais présidentiel qui sont les signes de souveraineté nationale.**
10. Que ça soit du côté du pouvoir ou de l'opposition, aujourd'hui, les hommes politiques burundais s'enferment chacun dans son camp, chacun va dans son cercle fermé et se disent qu'ils détiennent toute la vérité, l'OLUCOME considère cela comme une fausse supposition et leur demande de participer au dialogue inter burundais externe inclusif car il est l'unique voie qui permettra les burundais à sortir du bon de cette crise d'avril 2015.
11. La situation socio- politico-économique et sécuritaire actuelle du pays étant, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Aux partenaires du Burundi :

- a. De faire pression sur toutes les parties en conflit, plus particulièrement au parti CNDD- FDD pour qu'il y ait une solution durable négociée;
- b. Tracer un canal de financement des citoyens pour permettre de soulager la misère et la faim de la population car les sanctions touchent beaucoup plus la population pauvre et non les responsables politiques;
- c. Pousser les acteurs politiques burundais à cesser de s'enfermer dans une logique de rapports de forces qui nuit à tous.

Aux leaders politiques burundais :

- a. De mettre en avant les projets et programmes au lieu des slogans politiques basés sur les divisions et la haine ; *lp*

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

- b. Mettre sur pied une feuille de route claire dont la mise en application doit être suivie par la médiation jusqu'aux prochaines élections;
- c. Faire les priorités, sur le plan économique, le renforcement des bases de transparence et d'une bonne gouvernance dans le pays ainsi qu'un développement économique intégré accordant une attention particulière à la problématique de pauvreté pour la réussite des ODD ;
- d. Mettre sur pied un plan de reconstruction et de développement, type plan Marshall, pour relever et relancer l'économie du Burundi ;
- e. Mettre en place des Mécanismes pouvant garantir des élections libres, transparentes et non contestables;
- f. Mettre en place des mécanismes pour mettre fin aux injustices sociales et à l'impunité des crimes économiques lors du dialogue inclusif;
- g. Barrer la route à tous les politiciens et autres acteurs qui voudraient ramener la guerre et le conflit burundais à un niveau d'un conflit ethnique.

**VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORROMPUS CAR LA
CORRUPTION EST UN CANCER POUR L'ETAT ET UNE PERTE POUR LA
NATION.**

Fait à Bujumbura, le 24 novembre 2016

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président



Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI